


> [Analyses et témoignages](#) > [Etats-Unis](#) > 12 ex des services US à Obama :« Ce n'est pas Bachar ! »

12 ex des services US à Obama :« Ce n'est pas Bachar ! »

VETERAN INTELLIGENCE PROFESSIONALS FOR SANITY

[envoyer par mail](#)

9 septembre 2013

Article en PDF : 

Comme Bush et Powell avaient menti sur les « armes de destruction massive » de l'Irak, de même Obama, Kerry et la CIA mentent sur l'attaque chimique du 21 août à Damas. Qui le dit ? Damas ? Le mouvement anti-guerre ? Non, 12 « ex » des services secrets US, renseignés par leurs collègues encore en fonction. Ils viennent de l'écrire à Obama, en présumant qu'il avait été trompé (ce qui reste à prouver). Ce document confidentiel a été révélé par un site US et nous le traduisons. Chaque guerre commence par un grand médiemensonge. Mais cette fois on en parle beaucoup plus qu'avant. Que chacun prenne ses responsabilités. (IGA)



En dépit de la supposée « grande confiance » de l'administration Obama à propos de la culpabilité du gouvernement syrien dans l'attaque chimique du 21 août, près de Damas, une dizaine d'anciens militaires américains et d'officiers des renseignements rapportent au Président Obama des informations reçues contredisant la version officielle.

MÉMO POUR : Le Président

DE : Veteran Intelligence Professionals for Sanity (VIPS) – *Vétérans professionnels du renseignement pour la Raison [santé mentale]*

SUJET : La Syrie est-elle un piège ?

Priorité : immédiate

Nous sommes au regret de vous informer que certains de nos anciens collègues nous rapportent, catégoriquement, que contrairement aux déclarations de votre administration, les renseignements les plus fiables indiquent que Bachar el-Assad n'était PAS responsable de l'incident chimique qui a tué et blessé des civils syriens le 21 août, ce que savent également les renseignements britanniques. En rédigeant ce bref rapport, nous choisissons de supposer que vous n'avez pas été complètement informés parce que vos conseillers ont décidé de vous offrir l'opportunité de ce qui est communément connu sous le terme de « déni plausible ».

Ce n'est pas la première fois que nous procédons de la sorte – comme avec le Président Bush, à qui nous avons adressé [le premier mémo du VIPS](#) immédiatement après le discours donné par Colin Powell, le 5 février 2003, à l'ONU, au cours duquel il colporta des « renseignements » frauduleux pour soutenir la guerre contre l'Irak. Nous avons alors également choisi d'accorder au Président Bush le bénéfice du doute, pensant qu'il avait été induit en erreur – ou, à tout le moins, très piètrement conseillé.

Le Secrétaire d'État John Kerry s'en va le 6 septembre pour un voyage en Europe au cours duquel il est prévu qu'il rencontre des officiels pour s'entretenir avec eux de la crise syrienne et d'autres sujets problématiques.

[\(Photo du Département d'État\)](#)

La nature frauduleuse du discours de Powell était une évidence. Ainsi, cet après-midi même, nous enjoignons fermement votre prédécesseur à « élargir la discussion au-delà ... du cercle de ces conseillers clairement en faveur d'une guerre pour laquelle nous ne voyons aucune raison convaincante et dont nous croyons que les conséquences seront probablement catastrophiques. » Nous vous offrons le même conseil aujourd'hui.

Nos sources confirment qu'un incident chimique d'une certaine nature a bien provoqué des morts et des blessés le 21 août dans une banlieue de Damas. Elles insistent cependant sur le fait que cet incident n'était pas le résultat d'une attaque de l'armée syrienne faisant usage

d'armes chimiques de niveau militaire provenant de son arsenal. C'est le fait le plus évident, d'après des officiers de la CIA qui travaillent sur le dossier syrien. Ils nous rapportent que le directeur de la CIA John Brennan est en train de commettre une fraude - du type de celle commise avant la guerre en Irak – envers les membres du Congrès, les médias, le public, et peut-être même envers vous.

Nous avons suivi John Brennan de près ces dernières années et, malheureusement, nous trouvons facile à croire ce que nous disent nos anciens collègues. Plus malheureusement encore, cela va de soi pour ceux d'entre nous qui ont travaillé avec lui personnellement ; nous ne lui accordons aucune crédibilité. Cela vaut également pour son responsable de tutelle, le Directeur des Renseignements Nationaux (Director of National Intelligence) James Clapper, lequel a admis avoir livré un témoignage sous serment « clairement erroné » au Congrès en niant les écoutes téléphoniques d'Américains par la NSA.

Résumé de renseignements ou stratagème politique ?

Que le Secrétaire d'État John Kerry évoque le nom de Clapper cette semaine dans un témoignage au Congrès, dans l'espoir apparent d'augmenter la crédibilité du "Government Assessment " ([rapport du gouvernement de quatre page](#)) nous paraît bizarre. D'autant plus que, pour une raison inexplicable, ce n'était pas Clapper mais bien la Maison Blanche qui avait publié le « rapport ».

Ceci n'a rien de subtil. Nous savons comment se passent ces choses-là. Bien que le « rapport de gouvernement » soit vendu aux médias comme un « résumé de renseignements », il s'agit d'un document politique, et non issu des renseignements. Ses auteurs, relecteurs et éditeurs évitaient d'y présenter des détails essentiels. De plus, ils ont admis tout de go qu'en dépit de la classification de « grande confiance » du rapport, il pêchait néanmoins par « absence de confirmation ».

Déjà-vu (déjà-fraude) : ceci provoque un flashback vers les Procès-Verbaux de Downing Street du 23 juillet 2002, à propos de l'Irak. Les PV établissent que Richard Dearlove, alors à la tête des Renseignements Britanniques, faisant rapport au Premier ministre Tony Blair et à d'autres officiels de haut rang que le Président Bush avait décidé de se débarrasser de Saddam Hussein via une action militaire qui serait « justifiée par la conjonction du terrorisme et des armes de destruction massive ». Dearlove tenait cela du Directeur de la CIA de l'époque, George Tenet, à qui il avait rendu visite au siège de la CIA le 20 juillet.

La discussion qui s'en suivit était axée sur la nature éphémère de la preuve, forçant Dearlove à expliquer : « Mais les renseignements et les preuves étaient arrangés en fonction de la politique ». Nous nous inquiétons du fait que c'est précisément ce qui est arrivé avec les « renseignements » sur la Syrie.

Les Renseignements

Les preuves s'accumulent en provenance de nombreuses sources au Moyen Orient – la plupart proches de l'opposition syrienne et de ses supporters – pour bâtir un fort dossier circonstanciel selon lequel l'incident chimique du 21 août était une provocation, planifiée bien à l'avance, de l'opposition syrienne et de ses soutiens turcs et saoudiens. Le but aurait été de créer un incident de nature à engager les États-Unis dans le conflit.

D'après certains rapports, les récipients contenant l'agent chimique furent amenés dans une banlieue de Damas, où elles furent ensuite ouvertes. Certaines personnes à proximité immédiate périrent ; d'autres furent blessés.

Nous ne disposons d'aucune preuve fiable qu'un missile de l'armée syrienne capable de transporter un agent chimique a été tiré dans cette zone. En fait, nous ne sommes pas au courant de preuves matérielles fiables pour soutenir l'affirmation que ce fut le résultat d'une attaque d'une unité de l'armée syrienne disposant d'une expertise en armes chimiques.

En outre, nous avons appris que les 13 et 14 août 2013, les forces d'opposition basées en Turquie, soutenues par l'Occident, ont démarré des préparations avancées pour une insurrection majeure de l'armée rebelle. De premières rencontres entre des commandants de l'opposition armée et des officiels des renseignements qataris, turcs et américains ont eu lieu à la garnison militaire turque à Antakya, dans la province de Hatay, désormais reconverte en centre de commandement et quartier général de l'Armée Syrienne Libre (ASL) et de ses sponsors étrangers.

Des commandants de haut rang de l'opposition vinrent d'Istanbul pour briefer les commandants régionaux sur le sujet d'une escalade imminente des combats due à « un développement à même de changer le cours de la guerre », lequel, ensuite, mènerait au bombardement de la Syrie par les États-Unis.

Lors des rencontres de coordination des opérations à Antakya, auxquelles participaient des officiels des renseignements turcs, qataris et étasuniens ainsi que des commandants de haut rang de l'opposition syrienne, les Syriens furent avertis que les bombardements commenceraient dans quelques jours. Les leaders de l'opposition se virent ordonner de préparer leurs troupes rapidement afin d'exploiter les bombardements américains, de marcher sur Damas et de chasser Bachar el-Assad du pouvoir.

Les officiels des renseignements turcs et qataris ont assuré les commandants régionaux qu'ils se verraient fournir des armes en grandes quantités pour l'offensive à venir. Ce qui fut fait. Une opération de distribution d'armes d'ampleur sans précédent démarra dans tous les camps de l'opposition du 21 au 23 août. Les armes furent distribuées depuis des entrepôts contrôlés par les renseignements turcs et qataris sous supervision d'officiers des renseignements américains.

À qui profite le crime ?

Il ne fait aucun doute que les divers groupes qui tentent de renverser le président syrien Bachar el-Assad ont tout intérêt à impliquer plus encore les USA dans le soutien de ce projet. Jusqu'à présent, il n'a pas été tout à fait clair que le gouvernement israélien de Netanyahu ait autant d'intérêt à impliquer plus avant Washington dans une énième guerre dans la région. Mais les demandes pressantes provenant d'Israël et des lobbyistes américains pro-israéliens, l'objectif prioritaire d'Israël devient clair comme de l'eau de roche.

La journaliste Judi Rudoren, dans un important article du New York Times datant de vendredi, écrit depuis Jérusalem, parle de la motivation israélienne avec une candeur peu commune. Son article, titré « Israël soutient une intervention limitée contre la Syrie », lit que les Israéliens ont argumenté, calmement, que la meilleure issue à la guerre civile syrienne, qui a désormais deux ans et demi, était, pour l'instant, de ne pas trouver d'issue. Rudoren continue : « Pour Jérusalem, le statu quo, aussi horrible soit-il d'un point de vue humanitaire, semble préférable à la victoire du gouvernement de M. Assad et de ses soutiens iraniens ou au renforcement des groupes rebelles, de plus en plus dominés par les djihadistes sunnites.

« Il s'agit d'un championnat dans lequel vous voulez voir les deux équipes perdre, ou en tout cas ne pas en voir une gagner – nous nous accommoderons d'un match nul, » a déclaré Alon Pinkas, ancien consul général d'Israël à New York. « Laissez les toutes deux se saigner à mort : voici la stratégie. Tant que tout cela se traîne, il n'y a pas de réelle menace provenant de Syrie. »

Nous pensons que les leaders israéliens actuels voient la situation syrienne de cette manière, et qu'une implication plus forte des États-Unis – fût-ce, pour commencer, par des attaques « limitées » - a des chances de s'assurer de ne pas assister à une résolution rapide du conflit syrien. Plus longtemps sunnites et chiites seront en conflit en Syrie et dans la région, plus Israël estime-t-il être en sécurité.

Que l'allié principal de la Syrie soit l'Iran, avec qui elle partage un traité de défense mutuelle, joue également un rôle dans les calculs israélien. Les leaders iraniens ont peu de chance d'avoir beaucoup d'impact militaire en Syrie, et Israël peut souligner ce fait pour embarrasser Téhéran.

Le rôle de l'Iran

L'Iran peut facilement se voir blâmée par association et accusée avec provocation de crimes réels et imaginaires. Certains voient la main d'Israël derrière la provenance des accusations les plus dommageables contre le régime d'Assad concernant les armes chimiques et notre expérience nous laisse croire que cela est fort possible.

Possible également, une attaque sous faux pavillon d'un intervenant intéressé par l'endommagement ou le naufrage, disons, d'un des cinq destroyers américains actuellement en patrouille à l'Ouest de la Syrie. Nos médias du courant dominant ne se feraient pas prier pour en profiter jusqu'à l'écoeurement, et vous vous trouveriez sous encore plus de pression pour accroître l'implication militaire des États-Unis en Syrie – voire plus, jusqu'en Iran.

L'Iran a rejoint les rangs de ceux qui accusent les rebelles syriens d'avoir perpétré l'incident chimique du 21 août, et s'est empressée d'avertir les USA de ne pas s'impliquer plus. D'après la chaîne iranienne en anglais Press TV, le Ministre des Affaires Étrangères iranien Mohammad Javid Zarif a déclaré : « La crise syrienne est un piège mis en place par des groupes de pression sionistes pour [les États-Unis] ».

En fait, il n'a peut-être pas tout à fait tort. Mais nous pensons que vos conseillers se gardent prudemment de soutenir ce point de vue. C'est pourquoi nous considérons comme notre responsabilité ininterrompue de vous faire parvenir le message afin de s'assurer que vous et d'autres responsables puissent prendre des décisions en parfaite connaissance de cause, disposant de l'information la plus large et des informations les plus complètes.

Représailles Inévitables

Nous espérons que vos conseillers vous ont averti que des représailles suite à une attaque sur la Syrie ne se déclinent pas au conditionnel : il s'agira de savoir OÙ et QUAND elles auront lieu. Des représailles sont inévitables. Par exemple, des attaques terroristes contre des ambassades ou d'autres installations américaines feront probablement passer ce qui est arrivé à la « Mission » américains à Benghazi le 11 septembre 2012 comme un incident négligeable en comparaison. L'un d'entre nous s'est exprimé directement sur ce sujet majeur il y a une semaine dans un article intitulé « Conséquences possibles d'une attaque militaire américaine en Syrie – Souvenir de la destruction des baraquements des US Marines à Beirut en 1983 ». [[*“Possible Consequences of a U.S. Military Attack on Syria – Remembering the U.S. Marine Barracks Destruction in Beirut, 1983.”*](#)]

Pour le Groupe de Pilotage, Veteran Intelligence Professionals for Sanity

Thomas Drake, ancien haut responsable à la NSA
 Philip Giraldi, Officier des Opérations de la CIA (retraité)
 Matthew Hoh, ancien capitaine des Marines, Officier pour l'Iraq et l'Étranger en Afghanistan
 Larry Johnson, CIA et Département d'État (retraité)
 W. Patrick Lang, Haut responsable et officier de renseignements militaires, DIA (retraité)
 David MacMichael, Conseil National des Renseignements (retraité)
 Ray McGovern, ancien officier d'infanterie/reenseignements de l'armée américaine & analyste à la CIA (retraité)
 Elizabeth Murray, Vice-Officier des Renseignements Nationaux pour le Moyen Orient

(retraîtée)

Todd Pierce, Avocat Général et Juge à l'armée américaine (retraité)

Sam Provance, ancien Sergent de l'armée américaine en Irak

Coleen Rowley, Concile de Division & agent spécial du FBI (retraité)

Ann Wright, Colonel de l'armée américaine (retraîtée) ; officier du service des affaires étrangères (officier)

Source originale : Consortiumnews <http://consortiumnews.com/2013/09/0...>

Traduit de l'anglais par : Thomas Halter pour Investig'Action

Source : Investig'Action <http://www.michelcollon.info/12-ex-des-services-US-a-Obama-Ce-n.html>

[Barack Obama](#) - [CIA](#) - [Etats-Unis](#) - [Syrie](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés [Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Faire un don](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |

.....
Graphisme et Développement : Platanas studio